

La science économique des années nonante

Par Pietro Balestra, Université de Genève

Le thème général du Congrès annuel de notre Société «les sciences économiques des années nonante devant de nouveaux défis» peut paraître quelque peu anachronique lorsque l'on parle de la Science économique avec «S» majuscule. Une petite période de dix ans représente en effet bien peu de chose par rapport à la longue histoire et à la dynamique d'une science qui a déjà acquis ses titres de noblesse et qui occupe aujourd'hui une place confortable dans le concert des sciences. Il eût été préférable et plus évocateur de parler de la science économique du 21^e siècle.

Et pourtant, aux yeux de l'homme de la rue, aussi bien que dans l'esprit des principaux acteurs de la scène économique et politique, il y a une vraie psychose des années nonante. Trois raisons, au moins, à cela :

- d'abord, l'accélération du progrès technologique, qui augmente l'obsolescence économique des choses et raccourcit le temps de la prise de décision;
- ensuite, l'avènement d'une ère nouvelle, l'ère post-industrielle, qui est déjà en action et qu'il faut suivre au jour le jour pour éviter de manquer le bon virage;
- enfin, et surtout, le grand espoir de faire de l'Europe à partir de 1993 une grande puissance capable de concurrencer sur le plan économique les Etats-Unis et le Japon. L'horizon 1993 prend ainsi valeur de mythe et d'aboutissement d'une dynamique européenne.

Face à cette psychose des années nonante, deux attitudes sont possibles: l'épouser ou la dépasser.

- L'épouser signifie faire un catalogue ou inventaire des grands problèmes que la science économique sera amenée à affronter et à résoudre dans la décennie qui s'ouvre devant nous. Il s'agit d'une tâche sans doute importante, mais qui n'est pas celle de l'homme de science. L'homme de science, par vocation et formation, est plus à l'aise dans l'analyse que dans la prévision. La prévision appartient plutôt aux futurologues, aux planificateurs, à l'économiste appliqué.
- La dépasser signifie examiner ce qu'il y a de permanent dans la science économique, comprendre son essence propre et son évolution *et* nous positionner face à cette évolution. Car la science économique a son propre dynamisme: ce qu'elle sera dans les années nonante est déjà là en puissance aujourd'hui et son évolution se fera avec ou sans nous.

Des deux attitudes, c'est évidemment la deuxième qui retient mon attention. Sans surprise. Elle soulève deux questions qui font l'objet des deux parties de mon exposé:

- quelles sont les caractéristiques essentielles de la science économique et de son évolution?

- comment allons-nous nous positionner (nous les universitaires suisses) face à cette évolution ?

Première partie:

l'unité et la continuité de l'économie en tant que science

Le dictionnaire nous apprend que le mot science, en français comme en anglais, trouve sa racine dans le verbe latin «scire» ou savoir. Mais la simple compilation des connaissances ne constitue pas une science. Encore faut-il que cet ensemble de connaissances soit organisé et qu'il conduise à une explication des phénomènes considérés.

Sir John Hicks [3] donne une définition de la science qui convient parfaitement à nos propos. Une science, écrit-il, est constituée d'un *ensemble de propositions* ayant trois caractéristiques précises:

- (1) elles concernent des phénomènes réels, observables;
- (2) elles ont un caractère général, valable pour une large classe de phénomènes et étudient les relations existant entre les différentes classes de phénomènes;
- (3) elles sont des propositions qui permettent de faire des «prédictions» (prévisions) suffisamment crédibles.

Les trois caractéristiques sont apparemment nécessaires pour qu'un ensemble de propositions devienne une science.

La première caractéristique concerne l'*objet* de la science; la deuxième a trait à la *méthode* d'analyse et la troisième pose le problème de la validité empirique des propositions et du pouvoir prévisionnel de la théorie.

Je propose d'examiner les deux premières en détail; la troisième sera traitée implicitement dans la deuxième, car «validité empirique» et «induction» ne sont que deux faces d'une même réalité.

1. L'objet de la science économique

De manière très générale on peut affirmer que l'«économie politique» s'occupe du bien-être matériel de l'homme en tant qu'individu et dans ses relations avec les autres individus. Cette définition me paraît incontestable, mais elle est trop large et ne saurait servir de support à une définition de l'économie en tant que science. Elle est plutôt une déclaration d'«intentions» ou l'expression d'une «préoccupation». Pour que l'«économie» devienne l'objet d'une analyse scientifique véritable, il est indispensable que ces intentions et préoccupations soient incorporées dans des «concepts analytiques» précis. Ce sont ces concepts analytiques qui forment l'objet de la science économique.

Les historiens de la pensée économique s'accordent à dire que le long processus dynamique d'acquisition des connaissances en économie a été marqué par deux concepts analytiques (ou objets analytiques) fondamentaux: la production et

l'échange, qui constituent encore de nos jours les deux axes de recherche principaux. L'excellent livre «Foundations of Economics» édité par *Mauro Baranzini/Roberto Scazzieri* [1] en fait l'histoire de manière remarquable.

Le premier de ces concepts met l'accent sur les activités de production en tant que génératrices de nouveaux revenus. C'est l'étude des processus de croissance grâce auxquels des ressources additionnelles sont créées; c'est également l'étude des mécanismes de reproduction et répartition. Ce concept a une connotation spéculative: on s'interroge sur l'avenir de la nation, sur comment sa richesse se forme, évolue dans le temps, et se répartit entre les individus.

Le deuxième concept, l'échange, est lié plus directement au problème de l'*allocation efficiente* des ressources. Il est la manifestation éclatante du principe sacro-saint de la meilleure utilisation d'un ensemble limité et donné de ressources pour l'obtention d'objectifs déterminés. La connotation ici est plutôt pragmatique et normative: en admettant la rationalité de l'individu, il s'agit de déterminer des règles d'actions optimales.

Production et échange – croissance et efficience – sont donc les fondements de l'analyse économique et le resteront dans les années nonante. Ils ne sont pas pour autant mutuellement exclusifs, ni contradictoires. Ils ont un grand degré d'interpénétration et, de plus, un sujet particulier d'analyse peut se traiter dans l'une ou l'autre des deux optiques. La conjoncture générale, les problèmes du moment, les effets de mode et les courants de pensée privilégient tantôt l'une et tantôt l'autre. Un observateur neutre qui poserait un regard rapide sur notre discipline serait tenté d'y voir une bonne dose de discorde, de dispute. C'est indéniable. Mais cet état des choses n'est pas l'apanage exclusif de notre science. En outre il est salutaire, car c'est justement de la confrontation des idées que naît le progrès. Ce même observateur neutre pourrait également être ébloui par le tissu idéologique qui habille trop souvent nos théories et les rend célèbres (monétarisme et libéralisme; keynesianisme et interventionnisme). C'est là un piège que nous devons éviter à tout prix. Notre discipline a un objet analytique bien précis qu'il faut sauvegarder et dépouiller de toute considération doctrinaire. La pureté scientifique de notre approche exige cela. Un concept analytique n'est pas lié à une position idéologique déterminée ni à une forme particulière d'organisation de l'activité économique. *Koopmans* l'avait très bien vu, quand il écrivait ([5], p. 70). «Les enseignements tirés de l'étude du problème de l'allocation des ressources par les mécanismes de prix et de marché sont également pertinents pour l'étude de l'allocation dans une économie planifiée. Là où les prix et les échanges n'existent pas en tant que phénomènes de marché, ils pourraient quand même se révéler utiles comme «instruments analytiques d'aide à la décision». Les événements récents lui donnent peut-être raison.

2. La méthode en science économique

En science économique, comme dans les sciences dites exactes, le savoir s'acquiert grâce à la déduction et à l'induction. Ce sont là les deux principes fondamentaux de la démarche scientifique.

La théorie économique, c'est-à-dire l'étude des relations entre variables économiques, est de nature essentiellement *déductive*. Elle appartient à la famille des modèles hypothético-déductifs. On se donne un corps d'hypothèses (plus ou moins réalistes), on adopte une procédure logique de déduction et on tire les conclusions (on établit des théorèmes). La démarche à suivre est celle de la logique formelle et les mathématiques sont à cet égard un instrument privilégié.

Vue sous cet angle, une théorie n'est jamais fausse, ou alors il y a une faute de logique facilement détectable. Sa pertinence et son intérêt, en revanche, dépendent de la validité des hypothèses qu'elle adopte au départ. Or, les hypothèses doivent subir un examen critique et, si possible, faire l'objet d'une vérification empirique. Dans le cas où les hypothèses ne sont pas directement vérifiables, la théorie devrait pour le moins conduire à des propositions qui, elles, doivent être vérifiables.

Cette construction hypothético-déductive présente un certain danger, mis en évidence par des auteurs comme S.C. Kolm [4]. La tentation est grande de proposer des variations mineures sur un thème bien connu, par le simple jeu d'une modification insignifiante d'une hypothèse. Et même si la variation connaît le bonheur d'une publication dans une revue scientifique, elle ne constitue pas pour autant un progrès de la science. C'est pourquoi le rôle de la vérification empirique, en économie comme ailleurs, est extrêmement important.

Un bon nombre de problèmes économiques peuvent être ramenés à deux types de problèmes mathématiques: l'optimisation, d'une part et la solution d'un système d'équations, d'autre part. Pour prendre un exemple, le problème de l'utilisation efficiente des ressources dans l'activité de production soutend la maximisation d'une certaine fonction critère, ou encore, la notion économique d'équilibre est intimement liée aux propriétés de la solution d'un système d'équations. Nier l'apport des mathématiques dans ce contexte me paraît absurde.

S'il est vrai que les types de problèmes restent fondamentalement inchangés, leur complexité change et les instruments mathématiques nécessaires pour les résoudre évoluent. C'est le propre de la science: l'homme de science, écrit Eklund, ne fait qu'explorer les grands problèmes de son temps avec les instruments mathématiques dont il dispose.

Il ne s'agit évidemment pas d'emprunter aux mathématiques (ou aux autres sciences) des outils sophistiqués dans le but de se donner un faux air de respectabilité. L'intention première doit être celle de résoudre des problèmes encore non-résolus par les techniques anciennes ou d'éclairer d'une lumière nouvelle un problème ancien. Prenons un exemple: tout économiste connaît le modèle de croissance de Ricardo et ce que Samuelson appelle «la magnifique dynamique ricardienne», c'est-à-dire l'évolution graduelle vers

l'état stationnaire. Quel rapport avec la théorie mathématique moderne des catastrophes?

Or, formellement, le modèle de Ricardo muni d'une fonction de production quadratique comme dans son célèbre «Principles» est une équation aux différences finies de premier ordre *non-linéaire*, dont les propriétés étaient inconnues jusqu'à la découverte de la théorie mathématique des catastrophes et bifurcations. Aujourd'hui on sait que le modèle de croissance Ricardien conduit à l'état stationnaire seulement pour certaines valeurs du rapport taux de salaire – productivité marginale maximale; pour d'autres valeurs on assiste à des mouvements oscillatoires dont la périodicité peut varier en cascade et pour d'autres valeurs encore le système se trouve dans un état de «chaos» total. Ces développements nouveaux n'enlèvent rien à la magnifique dynamique du modèle Ricardien; bien au contraire, ils lui confèrent une richesse plus grande.

Cela dit, je ne prétends pas qu'il faille être mathématicien pour être un bon économiste. La science économique étant à la frontière entre les sciences sociales et les sciences dures a certainement besoin d'humanistes. Mais combien de Léonard de Vinci y a-t-il dans le monde aujourd'hui? Il y a, bien sûr, également la place pour le génie créateur. Mais combien de Mozart l'économie peut-elle compter parmi ses adeptes? Non, pour le commun des mortels, l'accès à la profession d'économiste passe par l'apprentissage laborieux et pénible des techniques qui sont indispensables à l'exercice du métier d'économiste.

Si j'insiste sur l'importance des mathématiques dans la formation d'un économiste, c'est pour deux motifs. Le premier motif est que le jeune que nous formons aujourd'hui aura peu de chances de participer de manière active au développement de la science économique des années 90 s'il n'est pas en possession d'un bagage mathématique adéquat. Le deuxième motif ne concerne pas le monde académique, mais celui de la profession. L'expérience récente nous montre que l'entreprise moderne a un besoin croissant d'économistes quantitativistes, capables de résoudre les problèmes de prévision, d'optimisation et de planification qui se posent à elle.

Le deuxième pilier de la démarche scientifique est l'*induction*. Elle emprunte le chemin inverse par rapport à la déduction. Elle part directement de l'observation des faits, les classe et les ordonne et essaye de dégager des lois qui pourraient avoir une validité générale. La validité ici est conçue dans le sens statistique.

Une simple description des faits réels ne constitue pas en soi une connaissance scientifique. Elle n'a aucun pouvoir explicatif. Il faut que ceux-ci soient

munis d'une clef de lecture, d'une structure. Or, en économie, ce cadre de référence, cette structure, est fournie par la théorie économique. Ainsi l'induction en économie, qu'on appelle communément économétrie, ne saurait se concevoir sans théorie.

Le premier but de l'économétrie est d'acquérir une connaissance quantitative des phénomènes économiques réels et des relations qui existent entre eux. C'est cela la base de la connaissance scientifique au sens de Hicks. Ce qui différencie

la science économique des autres sciences comme la biologie, la physique, la chimie ce n'est pas le degré de sophistication des théories et des méthodes, mais la difficulté, beaucoup plus grande en économie qu'ailleurs, de constituer une base importante de résultats empiriques qui vont dans la même direction et qui permettent d'établir des propositions générales.

Pourquoi sommes-nous tous convaincus que le tabac est une cause importante du cancer? Pour une raison théorique? Non, c'est tout simplement parce qu'une masse importante de résultats obtenus dans le monde entier va dans cette direction. Et bien que chacun de nous connaît dans son entourage un jeune non fumeur qui est mort du cancer ou un vieux fumeur qui fête ses 100 ans, le poids et la concordance des résultats sont tellement forts que nous sommes convaincus de la validité statistique de la liaison tabac-cancer.

En économie ce type de connaissance quantitative, avec un tel degré de généralité, est extrêmement rare. C'est là un handicap lourd, par rapport aux sciences exactes. Il y a peu d'exemples en économie qu'on pourrait citer. Parmi ceux-ci, la palme va sans doute à la loi d'Engel, plus que centenaire, suivant laquelle «la proportion des dépenses essentielles diminue lorsque le revenu augmente». Elle a été vérifiée pour des pays et des périodes très différentes. Un autre exemple est peut-être la «loi psychologique fondamentale» de Keynes suivant laquelle lorsque le revenu augmente d'une unité, la consommation augmente elle aussi mais en moindre mesure. On pourrait sans doute continuer avec d'autres exemples mais, en définitive, le bilan resterait assez maigre. Je crois qu'un effort accru et concerté dans la vérification de propositions générales à l'échelle mondiale est l'une des voies du progrès en science économique et pourrait constituer un programme ambitieux de recherche pour les années 90.

La raison du handicap de l'économie par rapport aux autres sciences est liée au fait que la science économique n'est pas une science expérimentale. Cela entraîne deux conséquences importantes qui réduisent singulièrement la portée et la généralité de l'induction en économie:

- d'abord, les données dont l'économiste dispose ne sont pas le résultat d'une expérience conçue et menée par lui; elles sont issues directement de l'histoire. Elles présentent un caractère *non-répétitif* et *non-reproductible*. La série du revenu national suisse de 1950 à 1980 est un fait historique unique, non reproductible.
- ensuite, du fait que l'économiste n'a pas le contrôle de l'expérience qu'il étudie, l'induction qu'il en tire est nécessairement sujette à la clause «*ceteris paribus*» (toute chose restant égale par ailleurs). Rien ne laisse supposer, a priori, que la même clause prévaut lors d'une autre expérience.

La voie de sortie, le salut réside dans l'étude d'un grand nombre d'expériences, pour lesquelles on peut raisonnablement admettre que la même clause «*ceteris paribus*» est valable en moyenne. Une proposition validée par un exercice d'une telle envergure, ce qui est malheureusement encore trop rare, pourrait donner à l'induction en économie un «poids d'évidence» qui se rapprocherait de celui

qui est généralement admis dans les autres sciences. Mais nous en sommes encore loin, et pour le moment on doit peut-être donner raison à Hicks quand il affirme que les «prédictions» de la théorie économique sont nécessairement des «prédictions faibles» parce qu'elles sont entachées de la clause «*ceteris paribus*».

L'examen de la clause «*ceteris paribus*» m'amène à considérer les liaisons de la science économique avec les sciences à l'autre extrémité de l'éventail des sciences, les sciences sociales. A juste titre on prétend souvent que la faiblesse de la théorie économique à prévoir les comportements des hommes est en grande partie due au peu de place qui est réservée à l'homme et au social dans ces théories. Cela plaide évidemment en faveur d'une plus grande interdisciplinarité. Et c'est bien!

Mais attention: l'économie est la plus «hard» (la plus dure) des sciences sociales; il ne faut absolument pas la rendre «soft» (douce) au nom de l'interdisciplinarité. L'interdisciplinarité se pratique à partir d'une position forte, qui présuppose un niveau de compétence très élevé dans le domaine de sa propre spécialisation. Un mauvais économiste et un sociologue de deuxième rang ne font pas l'interdisciplinarité.

Dans les perspectives de la science économique que nous avons évoquées, l'interdisciplinarité a pour but de réduire le poids de la clause «*ceteris paribus*». Admettre la clause «*ceteris paribus*», c'est en quelque sorte faire un aveu d'ignorance, c'est négliger ou méconnaître le poids d'un grand nombre de facteurs parmi lesquels les facteurs sociaux sont primordiaux. Le moment est venu pour essayer de les inclure dans nos analyses et les moyens techniques pour réaliser cet élargissement semblent aujourd'hui à notre portée. Ainsi conçue, l'interdisciplinarité marquera un vrai progrès pour la science économique et pour la connaissance de l'homme en général.

Deuxième partie:

Que faisons-nous face à l'évolution de la science?

Je me limiterai à

- un constat
- et des recommandations.

Le *constat* est basé sur une étude signée par *Richard Portes* et publiée dans la «*European Economic Review*» [6] dans laquelle l'auteur compare les sciences économiques en Europe et aux Etats-Unis. Entreprendre une telle comparaison comporte un risque certain et l'étude de Portes n'a pas manqué de susciter un certain nombre de critiques de la part d'économistes, comme *S.C. Kolm* [4], qui ont une conception plus humaniste de la science économique et prônent un pluralisme plus marqué face à l'orthodoxie américaine et face à l'hégémonie de la langue anglaise. Sans vouloir minimiser la portée de ces critiques, il me semble que le travail de Portes présente un certain nombre d'arguments qui méritent de retenir notre attention.

Le constat de fond est une *nette suprématie des Etats-Unis*. Il est difficile de la mesurer avec exactitude, car les «biens» qu'on essaye de comparer ont un contenu qui est en grande partie de nature qualitative. Néanmoins, quelques indicateurs élaborés par Portes donnent une idée de l'écart qui existe entre l'Europe et les Etats-Unis. (On pourra également consulter sur le même sujet, l'article de *Frey/Pommerehne* [2].)

- Le nombre de lauréats du Prix Nobel en économie. Depuis 1969, 25 économistes ont reçu cette haute distinction; 14 pour des recherches effectuées aux Etats-Unis et 11 pour des travaux faits en Europe. L'écart n'est pas grand (il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'un prix européen), mais de tous les lauréats européens, quatre seulement ont fait leurs contributions majeures après la 2^e guerre mondiale, alors que tous les lauréats américains les ont faites;
- Le nombre de «fellows» de la Société Internationale d'Econométrie: 60 % résident aux Etats-Unis; 30 % en Europe;
- Le nombre de publications dans les meilleures revues (comptes rendus publiés dans le *Journal of Economic Literature*) 25 % pour des économistes résidents en Europe;
- Le classement des Facultés de sciences économiques en termes de publications: seul 4 facultés européennes apparaissent dans les premières 25, les autres étant toutes américaines;
- Le développement d'idées novatrices: en grand majorité aux Etats-Unis, avec quelques glorieuses exceptions européennes comme l'économie non-walrasienne, l'économétrie bayésienne, l'économie publique.

Manifestement, ces indicateurs sont grossiers et ne racontent pas toute l'histoire. Mais leur message me paraît assez net: le fossé atlantique existe bel et bien. La production de savoir en sciences économiques en Europe n'est pas en rapport avec la taille de sa production de biens ou de sa population. Et si rien n'est entrepris, la situation pourrait encore se dégrader.

Toute proportion gardée, l'argumentation de Portes vaut pour la Suisse. Trop peu de professeurs de nos universités atteignent une audience internationale par des publications dans des revues de haut niveau et lorsqu'ils le font ils sont souvent étrangers ou formés à l'étranger. Finie la belle époque où l'on parlait avec envie de l'école de Lausanne.

Si l'on s'interroge maintenant sur les raisons de cette disparité, comme l'a fait Portes, on est amené à identifier trois causes principales:

1. l'existence en Amérique d'un grand marché, hautement compétitif et mobile d'économistes universitaires, et d'un système de promotion basé sur la productivité;
2. l'existence de vrais programmes de doctorat axés sur l'apprentissage d'une méthodologie scientifique qui souligne l'importance de la prédiction, de la vérification empirique des implications théoriques, de la quantification en général; qui prépare à la conduite d'un exercice complet d'économie qui va de la théorie, à la modélisation, à la spécification économétrique, à l'estimation et aux tests.

Le grand avantage de l'Amérique est de produire un grand éventail d'études empiriques ou d'économie appliquée et cet avantage est dû en grande partie à la méthode d'apprentissage qui est distillée dans les grandes universités;

3. la taille des départements d'économie des universités majeures (25 grandes écoles) et leur dotation en moyens financiers et humains.

Devant ce défi, pour reprendre le thème général de notre congrès, mes recommandations prennent la forme d'un plan d'action et d'une série de pièges (ou dangers) à éviter.

Le *plan d'action*, d'abord. Il faut créer un vrai programme de doctorat, qui puisse attirer les meilleurs étudiants (de tout bord) et leur offrir un apprentissage de la méthodologie scientifique semblable à celui des meilleures universités du monde. Vu l'exiguïté de nos Facultés, ce projet ambitieux doit être conçu à l'échelle nationale ou du moins, pour nous romands, à l'échelle romande. Il doit être *ouvert* sur les pays qui nous entourent, mais également et peut-être surtout sur les centres d'excellence qui sont en train de se créer ailleurs en Europe en réponse au défi américain (Londres, Paris, Belgique). Il comporte un certain nombre de réorientations, notamment

- un réexamen de notre politique (et nos procédures) de nomination;
- l'établissement d'un plan de carrière plus axé sur la compétence scientifique;
- la mise sur pied d'un système d'incitations à la recherche fondamentale;
- une plus grande compétitivité et une plus grande mobilité des professeurs aussi bien que des étudiants.

Il exige enfin la mise en œuvre de moyens supplémentaires et une différente allocation des ressources actuellement engagées.

C'est beaucoup demander. Mais c'est le prix que nous devons payer si nous voulons concrétiser notre ambition naturelle d'être acteurs, et non pas seulement spectateurs, dans le monde de la science de demain.

Les *pièges* à éviter sont le provincialisme, le professionnalisme et le dirigisme.

Nul n'est prophète chez soi, c'est l'adage bien connu. Ce qui est moins connu, c'est sa réciproque. Et pourtant, c'est une pratique qui est trop largement répandue dans nos universités. Chacun de nous se croit prophète dans sa petite tout d'ivoire. Or, la science ne connaît pas de frontières. Il faut faire éclater les barrières qui font de nous les provinciaux de la science. Il existe aujourd'hui une occasion unique, saisie par un nombre trop petit d'économistes suisses, d'accéder à une véritable tribune européenne. Je pense à la «European Economic Association», fondée en 1985 et qui compte aujourd'hui plus d'un millier de membres de tous les pays d'Europe. Son but est de promouvoir le développement et l'application de la science économique en tant que science en Europe. Certes, la tâche de rassembler des économistes de pays différents et de formation disparate est très ambitieuse. Cependant, elle répond à un besoin urgent. Trop souvent, les idées et la recherche en économie ont été développées et poursuivies dans des cadres isolés et séparés. Le temps est venu de créer un lieu où les idées

et les expériences peuvent être comparées et discutées. L'European Economic Association constitue ce «lieu» privilégié et représente pour nous notre meilleur atout pour éviter les provincialismes.

Le professionnalisme, maintenant. Si on oppose «professionnalisme» à «amateurisme», je suis pour un professionnalisme à 100 % en science économique. Mais ici, en parlant de professionnalisme, je fais allusion à la tendance qui se manifeste avec une vigueur croissante de faire de nos facultés des écoles professionnelles. Certes, il y a une certaine attente de la cité pour ce type de formation qu'il faut satisfaire. Certes, encore, la pression du nombre des étudiants nous éloigne de plus en plus de la conception élitiste du savoir et nous pousse vers des solutions plus pragmatiques. Mais, à mon sens, il serait une erreur fatale pour la science économique et pour l'Université en général de succomber à cette pression.

Le dirigisme, enfin. Nul n'est en droit de contester l'utilité, voir même la nécessité, d'une aide substantielle à la recherche émanant des pouvoirs publics. Les succès d'institution comme le Fonds National sont là pour le prouver. Cependant, il faut être méfiant à l'égard d'un dirigisme trop poussé de la recherche. La recherche, la vraie, celle de type fondamental, échappe à tout contrôle rigide. De vastes projets comme les programmes nationaux ont, certes le mérite de mobiliser les forces créatrices du pays, mais dans un but trop finalisé entaché de provincialisme et avec un gaspillage important de ressources dans l'administration. Un réexamen des priorités, avec une place plus large accordée à la recherche fondamentale, me paraît indispensable.

Nous savons donc ce qu'il reste à faire. Le climat semble favorable. L'Europe bouge. Des programmes ambitieux de coopération à l'échelle européenne sont mis sur pied.

Il reste à espérer que la psychose des années 90, ce dynamisme qui déferle sur l'Europe tout entière et qui la pousse à affirmer son identité et à prendre en main son propre destin, secoue également notre légendaire torpeur.

Références

1. *Baranzini, Mauro/Scazzieri, Roberto*, (éd.): *Foundations of Economics. Structures of Enquiry and Economic Theory*. Basil Blackwell, 1986.
2. *Frey, Bruno S./Pommerehne, Werner W.*: The American Domination Among Eminent Economists. *Scientometrics* 14, No. 1-2 (1988), 97-110.
3. *Hicks, John*: Is Economic a Science? in [1], 91-101.
4. *Kolm, Serge-Christophe*: Economics in Europe and in the U.S.. *European Economic Review* 3 (1988), 297-212.
5. *Koopmans, T.C.*: *Three Essays on the State of Economic Science*. McGraw-Hill (1957).
6. *Portes, Richard*: Economics in Europe. *European Economic Review* 31 (1987), 1329-1340.